

(Éducation) prévoit une aide sous forme d'allocations ou de paiement des frais de scolarité pour l'éducation postsecondaire des enfants des personnes dont le décès a été attribué au service militaire. Cette aide n'est accordée que pour des cours suivis au Canada dans des établissements d'enseignement exigeant comme condition d'admission un diplôme d'études secondaires ou un certificat équivalent. Il s'agit non seulement des universités et collèges, mais également des écoles d'hôpital et des instituts de technologie. Depuis l'inauguration du programme en juillet 1953 jusqu'au 31 mars 1972, les dépenses ont totalisé 10,9 millions de dollars, dont 6 millions sous forme d'allocations et 4,9 millions en frais de scolarité. A la fin de mars 1972, 5,854 enfants de Canadiens morts de la guerre avaient pu recevoir une formation grâce à cette aide; sur ce nombre, 2,557 avaient terminé leurs études avec succès. A la même date, 877 étudiants dans des universités ou ailleurs recevaient de l'aide.

**Assurance des anciens combattants.** En vertu de la Loi de l'assurance des soldats de retour au pays (S.C. 1920, chap. 54, forme modifiée), tout ancien combattant de la Première Guerre mondiale pouvait signer un contrat d'assurance-vie avec le gouvernement fédéral jusqu'à concurrence de \$5.000. Aucune police n'a été délivrée aux termes de cette Loi depuis le 31 août 1933. Pendant les huit années d'application de la Loi, 48.319 polices d'un montant total de 109,3 millions de dollars ont été délivrées. Au 31 décembre 1971, 3,865 polices d'une valeur de 8,4 millions étaient encore en vigueur.

La Loi sur l'assurance des anciens combattants (S.R.C. 1970, chap. V-3) permettait aux anciens combattants démobilisés et aux veuves des victimes de la Seconde Guerre mondiale de contracter une assurance-vie pour un montant maximal de \$10.000. La Loi de 1954 sur les avantages destinés aux anciens combattants rendait également admissible les anciens combattants de la guerre de Corée. La période d'admissibilité prenait fin le 31 octobre 1968; à cette date, 56,148 polices d'un montant total de 185,1 millions de dollars avaient été délivrées dont 22,745, d'une valeur de 73 millions, étaient encore en vigueur au 31 décembre 1971.

**Réadaptation et bien-être.** Les fonctionnaires du bien-être dans les bureaux régionaux collaborent étroitement avec les autres directions du ministère, les autres organismes publics à tous les échelons et les organismes privés en vue d'aider les anciens combattants et les personnes à leur charge à faire face aux problèmes de l'adaptation sociale, en particulier à ceux qui sont liés à l'invalidité physique ou au vieillissement. Ces derniers cas se font évidemment plus fréquents à mesure que la population d'anciens combattants prend de l'âge. Il existe à l'intention des anciens combattants invalides qui reçoivent une pension un programme de formation universitaire, professionnelle, technique ou à domicile comportant des allocations; la réadaptation professionnelle est également encouragée grâce à une aide à la formation. Des ateliers protégés à Toronto et à Montréal et des entreprises de fabrication à domicile dans d'autres centres produisent des coquelicots et des couronnes commémoratives pour le Jour du Souvenir.

**Caisses de bienfaisance et de bien-être des Forces armées.** Les anciens combattants et les personnes à leur charge bénéficient d'une aide substantielle grâce aux diverses caisses de bienfaisance des Forces canadiennes. Toutes ces organisations collaborent étroitement entre elles et avec le ministère des Affaires des anciens combattants ainsi qu'avec les organisations d'anciens combattants. Outre les subventions ou prêts en espèces qu'elles accordent, comme on l'explique ci-après, elles offrent à l'intention des militaires en service ou des anciens militaires un nombre toujours croissant de services de consultation, en particulier dans le domaine de la consolidation et de la gestion de la dette.

La plus ancienne de ces caisses, le Fonds de Bienfaisance de la Marine royale canadienne, a été constituée en 1942 et a tiré son capital initial des parts de prises accumulées pendant la Première Guerre mondiale et non distribuées par la suite. Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1972, elle a approuvé 383 demandes de prêts ou de subventions d'une valeur totale de \$204,628. Le Fonds de Bienfaisance du Corps d'Aviation Royal Canadien a été créé en 1944 au moyen du capital des unités dissoutes du Plan d'entraînement aérien du Commonwealth. Des prêts ou des subventions d'une valeur totale de \$301,838 ont été accordés à 1,214 personnes au cours de l'année terminée le 31 mars 1972. Le Fonds de Bienfaisance de l'Armée, établi par une loi du Parlement en 1947, est géré par un conseil d'administration nommé par le gouverneur en conseil. Elle est la seule caisse qui soit tenue de soumettre un rapport annuel au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Affaires des anciens combattants. Son capital a été constitué à partir des profits réalisés par les cantines et les mess de l'Armée accumulés au cours de la Seconde Guerre mondiale. Sa charte ne prévoit pas